

# REPUBLIQUE FRANÇAISE

## LE MAIRE DE LISSIEU



**Permis de construire**

**Numéro :**

**PC 069 117 22 00014**

du registre de la Mairie  
-----

**CERTIFICAT TACITE**

**Arrêté n° 2022-230**

**Vu la date de dépôt du 04/10/2022**

**Adressée par** Monsieur FERRANDES Alexandre  
Madame CHAUMAS PELLET Chloé  
504 rue Nationale  
69400 VILLEFRANCHE-SUR-SAONE  
France

**Concernant** Construction d'une maison individuelle

**Destination(s) –  
sous-  
destination(s)** Habitation- Logement

**Surface de  
plancher** 85,86 m<sup>2</sup>

**Adresse du  
terrain** 7 Chemin de ROTY  
à Lissieu

**Références  
cadastrales** 117 B 1025

Vu le Code de l'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme et d'Habitat de la Métropole de Lyon (P.L.U.H) approuvé le 13 mai 2019 ;

Vu la décision de non-opposition à la déclaration préalable DP 069 117 22 00043 relative au détachement d'un lot à bâtir en date du 15/06/2022 ;

Vu la demande de Permis de construire N°PC 069 117 22 00014 déposée le 04 octobre 2022 et relative à la construction d'une maison d'habitation sur le terrain issu de la division susvisée d'une superficie de 1000m<sup>2</sup> sis 7 chemin Roty à Lissieu ( 69380) ;

Vu l'avis de la Métropole de Lyon en date du 30 novembre 2022;

Vu l'avis du géotechnicien conseil – ERG Géotechnique en date du 18 novembre 2022 ;

## CERTIFIE

Que Monsieur FERRANDES Alexandre et Madame CHAUMAS PELLET demeurant 504 rue Nationale à VILLEFRANCHE-SUR-SAONE (69400) sont titulaires d'un permis de construire tacite depuis le 04 décembre 2022.

Ce certificat est délivré en application de l'article R. 424-13 du Code de l'urbanisme.

Lissieu, le 06/12/2022  
Le Maire,  
Charlotte GRANGE



## INFORMATIONS ANNEXES A L'ARRETE - À LIRE ATTENTIVEMENT

**1) Le permis tacite est exécutoire à compter de la date à laquelle il a été acquis.**

**2) Durée de validité :** conformément à l'article R. 424-17 du Code de l'urbanisme, le permis est périmé si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au bénéficiaire. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année.

En cas de recours contre le permis le délai de validité est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable. Il en va de même, en cas de recours contre une décision prévue par une législation connexe donnant lieu à une réalisation différée des travaux dans l'attente de son obtention.

**3) L'assurance Dommages - Ouvrages** doit être souscrite par le pétitionnaire dès le début des travaux selon les dispositions prévues par l'article L. 242-1 du Code des assurances.

**4) Attention : le permis tacite n'est définitif qu'en l'absence de recours ou de retrait :**

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le bénéficiaire du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours ;
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

**2) Le permis tacite est délivré sous réserve du droit des tiers :** il vérifie la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Il ne vérifie pas si le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si le permis respecte les règles d'urbanisme.

**3) Le présent permis ne s'applique qu'à la construction des bâtiments ou ouvrages qui en font l'objet et pour lesquels la demande et les plans déposés comportent tous les éléments nécessaires à l'instruction.**

En particulier, il ne saurait s'appliquer aux ouvrages, installations, travaux et occupations qui, en raison de leur nature ou de dispositions législatives ou réglementaires, nécessitent une demande et une autorisation spéciales.

**4) Le bénéficiaire du permis peut commencer les travaux après avoir adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier et installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau de dimensions supérieures à 80 cm visible de la voie publique et sur lequel devront figurer les informations suivantes :**

- le bénéficiaire de l'autorisation de construire
- la date et le numéro de l'autorisation de construire
- le nom de l'architecte auteur du projet architectural
- la nature des travaux
- la surface du terrain
- la surface de plancher à construire
- la surface du ou des bâtiments à démolir
- la hauteur de la construction (en mètres par rapport au sol naturel)
- adresse de la mairie où le dossier peut être consulté
- mention des délais et voies de recours des tiers

**5) Si le projet est situé en zone de sismicité,** il appartient au demandeur de s'assurer que son projet respecte toutes les règles appropriées pour se prémunir contre ce risque.

**6) Si le projet est situé dans une zone d'aléa de retrait-gonflement des sols argileux,** il appartient au demandeur de s'assurer que son projet respecte toutes les règles appropriées pour se prémunir contre ce risque.

**7) La taxe d'aménagement** peut être due pour les travaux projetés. Conformément au Code de l'urbanisme, son montant sera calculé en fonction de la Surface de Plancher fiscale, selon le taux applicable dans la commune de construction (4.5%), le taux départemental (2.5%) et la valeur forfaitaire du mètre carré ou la valeur des aménagements et installations déterminée forfaitairement selon les dispositions de l'article 28 de la loi 2010-1658 du 29 décembre 2010. La Direction Départementale des Territoires vous communiquera directement ce montant.

**8) La redevance d'archéologie préventive** peut être due pour les travaux projetés conformément aux articles L. 524-2 et suivants du code du patrimoine. Celle-ci a pour objet de financer les opérations de diagnostic, son

montant sera calculé en fonction de la surface des travaux autorisés qui affectent le sous-sol. Le taux de cette redevance est fixé à 0.4%, ses bases de calcul sont les mêmes qu'en matière de Taxe d'Aménagement.

- 9) A l'issue des travaux, la **déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux** est adressée :
- soit par pli recommandé avec demande d'avis de réception postal au maire de la commune ;
  - soit déposée contre décharge à la mairie.

À compter de la réception en mairie de la déclaration, l'administration dispose d'un délai de trois mois pour contester la conformité des travaux au permis. Ce délai est porté à cinq mois si le projet entre dans l'un des cas prévus à l'article R. 462-7 du Code de l'urbanisme.